

CONVENTION

**relative à la mise à disposition par la Collectivité de Corse
de Madame Pascale PERALDI auprès de la Société d'Economie Mixte des Chemins de
Fer de la Corse**

ENTRE

la **Collectivité de Corse** représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse,
d'une part,

ET

la **SAEML des Chemins de Fer de la Corse** représentée par son Président,
d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IVème partie,

VU la loi n° 83/634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84/53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment ses articles 61 à 63,

VU le décret 2008/580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU l'accord de l'intéressée,

VU l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire des agents de catégorie A de la Collectivité de Corse,

VU l'avis favorable du Conseil d'Administration de la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, en date du 19 juin 2018

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : La Collectivité de Corse met à disposition de la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, **Madame Pascale PERALDI**, Attachée Hors-Classe Territoriale, pour une durée de trois ans, à compter du 1^{er} Juillet 2018.

ARTICLE 2 : Pendant la durée de cette mise à disposition, Madame Pascale PERALDI reste régie par l'ensemble des dispositions statutaires de la fonction publique territoriale, notamment celles prévues par les lois 83/634 et 84/53 susvisées.

Elle perçoit à ce titre la rémunération indiciaire et les primes auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3 : La SAEML des Chemins de Fer de la Corse fixe les conditions de travail de Madame Pascale PERALDI, qui est soumis, durant sa mise à disposition, à l'ensemble des règles de fonctionnement de la SAEML des Chemins de Fer de la Corse.

Madame Pascale PERALDI, est notamment mise à disposition de la SAEML des Chemins de Fer de la Corse afin de mettre en œuvre une partie des recommandations préconisées par la Chambre Régionale des Comptes, dans le cadre des missions de service public confiées par la Collectivité de Corse à la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, et particulièrement:

- Engager une réflexion d'ensemble sur le dimensionnement des services qui s'extrait du cadre organisationnel actuel et prenne en compte les pistes de productivité observées au niveau de chaque service opérationnel, y compris par mutualisation des moyens.
- Engager des discussions sur l'accord d'entreprise pour redonner plus de flexibilité à l'organisation, supprimer les erreurs de plume, et réécrire les parties contradictoires favorisant la sous-activité et la non application du nombre annuel d'heures de travail.
- Mettre en œuvre un réel plan de formation pluriannuel, reposant sur une analyse des besoins en compétences et perspectives d'évolution en emplois, relayés par les entretiens annuels professionnels qui restent également à mettre en place, conformément aux accords d'entreprise.

Plus généralement, les missions de Madame Pascale PERALDI seront liées aux points suivants:

- Mise en œuvre et accompagnement du service paie pour la mise en place du prélèvement à la source.
- Appui au Directeur Général dans la tenue et les travaux du Conseil Economique et Social.
- Conseil auprès de la direction générale pour une réflexion sur l'organisation du service des ressources humaines.

ARTICLE 4 : Pendant la mise à disposition de Madame Pascale PERALDI, la SAEML des Chemins de Fer de la Corse informera la Collectivité de Corse de tout événement le concernant et ayant une incidence directe ou indirecte sur sa carrière, sa rémunération ou sa position s'agissant notamment :

- du suivi de ses absences (congrés de maladie, congés annuels, accident),
- de la nature des fonctions qui lui sont confiées,
- de sa manière de servir.

ARTICLE 5 : Si le comportement de Madame Pascale PERALDI est susceptible d'entraîner une sanction disciplinaire, la SAEML des Chemins de Fer de la Corse remet un rapport détaillé à la Collectivité de Corse qui prend les mesures nécessaires, dans le respect des procédures statutaires de la fonction publique territoriale.

ARTICLE 6 : La rémunération de Madame Pascale PERALDI et les charges salariales induites sont acquittées par la Collectivité de Corse. Elles donneront lieu à remboursement par la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, à terme échu, au vu des titres de recettes émis par la Collectivité de Corse.

ARTICLE 7 : La partie qui voudra obtenir la résiliation de la présente convention devra la dénoncer trois mois avant l'échéance souhaitée ou le terme prévu initialement.

ARTICLE 8 : Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu soit par les textes régissant la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux, soit par la présente convention, les signataires s'engagent à agir après concertation préalable.

Fait en triple exemplaires

A Ajaccio, le

Le Président des CFC

**Le Président du Conseil Exécutif
de Corse**

Hyacinthe VANNI

Gilles SIMEONI